

rien pour regagner la confiance des exploités au moyen d'un programme qui, avec la nationalisation des mines et des chemins de fer et avec l'expropriation de la terre, se serait acheminé vers la destruction du pouvoir économique aussi bien de l'impérialisme que de la bour-

geoisie indigène. Loin de là, par des mesures policières, il chercha à barrer la route à l'opposition révolutionnaire. Quelles autres preuves pourrait-on apporter pour démontrer l'incapacité de la petite bourgeoisie dans une lutte efficace contre l'impérialisme ?

LE SOULEVEMENT POPULAIRE DU 21 JUILLET 1946

Les classes moyennes et le prolétariat des villes payaient les frais de la politique de gaspillage du gouvernement et du boycott économique de l'impérialisme et de la féodo-bourgeoisie. La chute de Villarroel fut précédée d'une vague de grèves à La Paz pour une augmentation des salaires, tandis que dans les bassins miniers se multipliaient les conflits entre les ouvriers et le patronat. Le 8 juillet 1946, les instituteurs, soutenus et suivis par les étudiants universitaires, déclenchèrent une grève à l'échelle nationale pour une augmentation de leurs appointements et la restauration de l'autonomie de l'enseignement ; des cheminots se mettaient aussi en grève pour des revendications économiques.

Aucun lien organisationnel n'existait entre ces mouvements dans les villes et ceux qui se déroulaient dans les mines ; les grévistes n'avaient pas de contact à l'échelle nationale qui aurait pu coordonner leurs actions. Il n'en restait pas moins que ces grèves avaient toutes les mêmes sources de mécontentement. La misère des masses augmentait, elles étaient déçues d'un gouvernement « populaire » — déjà en train de cesser de l'être — qui n'apportait pas de satisfaction à leurs besoins.

Dans les villes, le mouvement de la population avait cependant un cachet particulier : il avait été encouragé, puis contrôlé, dès le départ, par la féodo-bourgeoisie et l'impérialisme à travers le P.I.R. Dans ce sens on peut dire à juste titre, comme il a été dit, que « la responsabilité du soulèvement du 21 juillet revenait aux groupes financiers des Etats-Unis ». La « rosca » (1) utilisa le mécontentement des masses dont la montée révolutionnaire embrassait de plus en plus le pays, comme un levier contre le gouvernement Villarroel — contre ce gouvernement qui ne pouvait satisfaire les aspirations des masses qu'à condition de rompre d'une façon définitive, révolutionnaire, ses attaches avec l'impérialisme et le féodalisme.

Le Quartier Général de la conspiration était à l'Université de La Paz (des éléments du M.N.R., incapables de voir plus loin, eurent le tort de lapider l'Université et de fusiller ses professeurs). Le cerveau dirigeant de la conspiration était le directeur de l'Université H. Ormachea Zalles, réactionnaire connu, Grand-Maître de la franc-maçonnerie, agissant en liai-

son avec l'Ambassade nord-américaine. Bien que le rôle de Zalles fût connu de tous, la vie de cet homme ne fut nullement en danger. En réalité, la franc-maçonnerie qui, en Bolivie, représente et défend les intérêts des impérialistes, avait sa cinquième colonne au sein même du gouvernement et à la direction du M.N.R. Ormachea Zalles avait voulu soumettre sous son contrôle son « frère » maçon lui aussi, mais ayant constaté que Villarroel obéissait aux ordres de la loge militaire « Radepa » et était soutenu par la force armée de celle-ci, le clan d'Ormachea décida de renverser Villarroel, organisa toute une série de coups d'Etat et finalement utilisa le mécontentement populaire pour y parvenir.

Avant de jouer la dangereuse carte du soulèvement populaire, l'impérialisme et les partis de droite avaient recours, sans succès, à plusieurs révoltes militaires dont la préparation avait été largement financée par les grandes compagnies minières. A la fin de 1944 se produisit une de ces révoltes, vers le milieu de 1945 en éclatait une autre, le 13 juin 1946 une autre encore. Il s'avérait impossible de renverser par ces moyens le gouvernement Villarroel.

Toute mobilisation de masses comporte un grave danger pour la réaction, car les masses peuvent, par la dynamique même de leur mobilisation, secouer la direction officielle et suivre celle d'un parti révolutionnaire jusqu'à la prise du pouvoir. Songeant toujours à l'éventualité d'un tel danger, les ennemis de Villarroel se soucièrent dès le début d'éviter le réveil révolutionnaire des masses en prenant des mesures adéquates. Dans cette tâche contre-révolutionnaire, le P.I.R. rendit des services incomparables. La mobilisation des masses fut organisée dans le cadre des organisations contrôlées par le P.I.R. (Fédération des Instituteurs et Universitaires, Fédération des Cheminots, F.O.S., C.S.T.B., etc.). Les secteurs de la petite bourgeoisie qui adhéraient à la lutte trouvaient donc une organisation déjà préparée à l'avance et contrôlée par la réaction. Le gouvernement Villarroel renversé, les masses menacèrent de poursuivre leur propre chemin et voulurent s'opposer à l'entrée des éléments de la « rosca » dans le nouveau gouvernement. Mais la réaction était déjà parvenue à ligoter les masses au moyen de Comités tripartites maquignonnés par le P.I.R., elles furent encore plus désorientées quand la nouvelle équipe gouvernementale leur apparut flanquée d'un ministre « ouvrier ».

(Suite page 44.)

(1) Littéralement : l'anneau. Cette expression désigne en Bolivie les classes possédantes dans leur ensemble, liées par des intérêts communs. (N.D.T.).